

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

SG-SAD3-013-24

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation
Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche
Secrétariat général
Direction des affaires financières (DAF)
Service des achats et du soutien (SAS)
Sous-direction de l'Environnement de travail et de l'immobilier opérationnel (SETI)
Arche Sud
92055 la Défense

Mandataire

Sans objet

Représentant de l'acheteur

Pour la désignation du marché, le représentant de l'acheteur (RA) est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :
Cheffe du service des achats et du soutien (SAS)

Objet de la consultation

Marché de travaux d'installation de matériels audiovisuels

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 22/09/2025 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse du représentant de l'acheteur)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	6
1.1 Objet du marché.....	6
1.2 Lieux d'exécution du marché.....	6
1.3 Forme du marché.....	6
Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	7
2.1 Définition de la procédure.....	7
2.2 Décomposition en tranches et en lots.....	7
2.3 Nature de l'attributaire.....	7
2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	7
2.5 Variantes.....	7
2.6 Prestations supplémentaires éventuelles.....	7
2.7 Exigences minimales de la négociation.....	8
2.8 Durée du marché et délais d'exécution.....	8
2.9 Modifications de détail au dossier de consultation.....	8
2.10 Délai de validité des offres.....	8
2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	8
2.12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	8
2.13 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	8
2.14 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	8
2.15 Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	8
2.16 Clauses sociales et environnementales.....	9
Article 3 - DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	10
3.1 Solution de base.....	10
3.1.1 Documents fournis aux candidats.....	10
3.1.2 Composition du dossier à remettre par les candidats.....	10
3.1.3 Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes.....	13
3.1.4 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	13
3.2 Variantes.....	14
3.3 Visites des sites.....	14
Article 4 - SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	14
4.1 Sélection des candidatures.....	14
4.2 Jugement et classement des offres.....	14
4.3 Barème de notation.....	16
Article 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	17
5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	17
5.2 . Signature manuscrite.....	18

5.3 Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	18
Article 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	19
Article 7 - NÉGOCIATION.....	19

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet du marché

La présente consultation concerne les travaux d'installation de matériels audiovisuels dans les bâtiments de l'administration centrale et les cabinets ministériels, c'est-à-dire l'aménagement des salles de réunion, conférences, amphithéâtres en matériel audiovisuel situés dans les bâtiments occupés en Ile-de-France par le Secrétariat général des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation ; de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche

1.2 Lieux d'exécution du marché

Les lieux d'exécution des prestations sont notamment les suivants :

- Sites de La défense à Puteaux : Arche Paroi Sud, Plot I, Tour Séquoia ;
- Sites de Saint-Germain : Bâtiments du 244 et 246, boulevard Saint Germain, du 4, impasse de Valmy - Paris 7ème
- Site du pôle ministériel au 20 avenue de SEGUR (Paris 7°)
- Le CVRH de Paris

1.3 Forme du marché

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique (CCP).

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions relatives aux interventions urgentes définies à l'article 4-5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Définition de la procédure

Le marché est passé en procédure adaptée conformément aux articles L2123-1, et R2123-1 à R2123-8.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.5 Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2.6 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2.7 Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2.8 Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées à l'article 3 de l'acte d'engagement.

2.9 Modifications de détail au dossier de consultation

Le représentant de l'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.10 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2.12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2.13 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Sans objet.

2.14 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2.15 Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2.16 Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 10.1 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, le facilitateur Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC) se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC)	Valentin SOUCHARD Chargé de Projets Clauses Sociales et Relation Entreprises Direction activités et développement 18 Rue Goubet 75019 Paris Tel:01.84.79.00.19 / 07.57.76.85.71 Courriel :valentin.souchard@epec.paris
---	--

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable

Ces conditions sont présentées aux articles 2.4.5 et 2.4.6 du CCTP.

Article 3 - DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.1 Solution de base

3.1.1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent règlement de la consultation et ses annexes :
 - Annexe 1 au règlement de la consultation : Le scénario 1, scénario correspondant à l'équipement d'une salle de conférence ;
 - Annexe 2 au règlement de la consultation : Le scénario 2, bordereau de prix estimatif annuel ;
 - Annexe 3 : Questionnaire « Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention

de la discrimination »

- Annexe 4 : Attestation sur l'honneur « participation Russe » ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

3.1.2 Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

Le candidat prendra soin d'indiquer, le cas échéant le lien vers le BEGES de son entreprise, publié sur le site de l'ADEME <https://bilans-ges.ademe.fr/>

L'acheteur se réserve le droit d'exclure de la procédure les candidats qui ne présenteraient pas leur BEGES dès lors qu'ils sont soumis à cette obligation imposée par l'article L229-25 du code de l'environnement

* Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Chiffre d'affaires minimum : 1 500 000 € HT cumulé sur les trois dernières années.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 4 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Les certificats de qualifications professionnelles afférents aux services objet du marché.
- La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiant qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Fourniture de **3 références minimum** au cours des 3 exercices précédents concernant des travaux courants de même type que ceux prévus au présent marché.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation

dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement ou manuscritement conformément aux articles 5-1 et 5-2 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et

R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix unitaires, annexe 1 à l'acte d'engagement ;
- Annexe 1 au règlement de la consultation : Le scénario 1, scénario correspondant à l'équipement d'une salle de conférence ;
- Annexe 2 au règlement de la consultation : Le scénario 2, bordereau de prix estimatif annuel ;
- Annexe 3 au règlement de consultation : Questionnaire « Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention de la discrimination » ;
- Annexe 4 au règlement de consultation : Attestation sur l'honneur « participation Russe »

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre du bordereau des prix.

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Un descriptif des moyens humains et matériels prévus pour répondre aux besoins du marché,
- Une note méthodologique du fonctionnement du candidat pour l'exécution des projets, avec la mise en application sur un projet type d'aménagement des installations audio-visuelles pour un amphithéâtre de 200 places,
- Un dossier de fiches techniques avec un descriptif de la méthode de traçabilité des produits et de leur impact environnemental,
- Une notice retraçant le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets de Chantier (SOGED). Cette notice comprendra :
 - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
 - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

3.1.3 Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3.1.4 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que le maître d'ouvrage peut obtenir:

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis au maître d'ouvrage dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, le maître d'ouvrage en demande communication au soumissionnaire.

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-9.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

3.2 Variantes

Sans objet.

3.3 Visites des sites

Une visite des sites est possible pour l'ensemble des titulaires souhaitant remettre une offre. Afin d'organiser cette visite, le candidat est invité à prendre contact par mail auprès des personnes suivantes :

Pour le site de LA DEFENSE et de Saint-Germain :
M. ATTAMA Jean-Loup
Courriel : jean-loup.attama@developpement-durable.gouv.fr
Tel : 01.40.81.81.61

Pour le site de Saint-Germain :

Article 4 - SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4.1 Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage peut demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4.2 Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le représentant de l'acheteur examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le représentant de l'acheteur.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Sous-critère d'attribution	Nombre de points maxi par sous-critère	Total des points
CRITÈRE 1 La valeur technique des prestations, (apprécié au vu du contenu des éléments du mémoire technique)	<u>Sous-critère 1</u> : Évaluation des moyens matériels et humains proposés (liste matériels, liste des intervenants et leurs expériences)	12	40
	<u>Sous-critère 2</u> : Méthodologie pour l'étude, la conception, la mise en service d'une installation audiovisuelle complète	16	

Critère d'attribution	Sous-critère d'attribution	Nombre de points maxi par sous-critère	Total des points
	pour un amphithéâtre de 200 places		
	<u>Sous-critère 3</u> : Performance environnementale des matériels utilisés, fourniture des fiches techniques des principaux matériels	8	
	<u>Sous-critère 4</u> : Analyse de la politique de destruction ou de recyclage des matériels	4	
CRITÈRE 2 Le prix des prestations	Scénario 1 d'équipement d'une salle de conférence de 20 places permettant de réaliser des conférences de presse, des captations vidéo, streaming, audio et visioconférence (voir annexe 1 du RC)	10	60
	Scénario 2 - Détail quantitatif estimatif de la consommation de la 1 ^{ère} année (annexe 2 du RC)	50	

Le tableau ci-après détaille le calcul de la valeur technique des prestations :

Jugement	Note sur
Réponse qui ne fournit pas d'informations utiles au jugement (sans pour autant que cette offre puisse être déclarée irrégulière)	0
la note 1 est attribuée à une réponse qui aborde de manière succincte le sujet à traité	1
La note 2 est attribuée à une réponse qui est globalement conforme au cahier des charges mais avec possiblement des insuffisances	2
La note 3 est attribuée à une réponse qui est conforme au cahier des charges et témoignage de la compréhension globale du sujet	3
La note 4 est attribuée à une réponse, qui répond de manière très satisfaisante par rapport au cahier des charges et témoigne d'une parfaite compréhension du DCE	4

4.3 Barème de notation

La note du sous-critère 1 du critère technique est obtenue en multipliant le nombre de points obtenus par 3.

La note du sous-critère 2 du critère technique est obtenue en multipliant le nombre de points obtenus par 4.

La note du sous-critère 3 du critère technique est obtenue en multipliant le nombre de points obtenus par 2.

Notation du critère prix

$$\begin{aligned} & \text{note_prix_sur_total points du sous critère} \\ & = \\ & \text{sous-critère 1 : (offre la moins disante scenario 1/ offre analysée) x 10} \\ & \text{sous-critère 2 : (offre la moins disante scenario 2 / offre analysée) x 50} \end{aligned}$$

La note finale est obtenue par l'addition de notes de chacun des sous-critères.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le représentant de l'acheteur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le représentant de l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le représentant de l'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

Article 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence SG-SAD3-013-24.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés manuscritement ou électroniquement selon les modalités de l'annexe 12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5.2 . Signature manuscrite

En cas de signature manuscrite, merci, d'une part de faire apparaître sur le document les mentions suivantes : nom, prénom et qualité du signataire ainsi que la date de signature ; et d'autre part de transmettre le document numérisé en répondant à la présente consultation.

Une entreprise, ayant signé l'acte d'engagement de façon manuscrite, et qui serait déclarée attributaire du marché, sera invitée à nous transmettre l'original de l'acte d'engagement pour signature de l'acheteur.

5.3 Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-3-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation
Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt,
de la Mer et de la Pêche
SG/DAF/SAS/SAD3 (22N50)
La Grande Arche Paroi sud
92055 LA DÉFENSE CEDEX

Copie de sauvegarde pour : Marché de travaux d'installation de
matériels audiovisuels

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (clé USB), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés manuscritement ou électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-3-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Article 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Article 7 - NÉGOCIATION

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'organiser des **séances de négociation avec les six (6)** opérateurs économiques les mieux classées à l'issue de l'analyse des offres, sous réserve du nombre de candidats suffisants.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales

Les négociations pourront porter sur tous les aspects techniques et financiers des offres sélectionnées.

La négociation ne peut porter sur les critères d'attribution mentionnés au présent règlement ou sur les exigences minimales des documents de la consultation.

Les candidats invités à négocier reçoivent une invitation via la PLACE indiquant les modalités de participation : date, heure et modalités de la négociation ainsi que l'ordre du jour.

La négociation peut prendre la forme de :

- Échange de courriers
- Échange de courriels
- Visio conférences
- Une ou plusieurs rencontres en présentiel.

La présence du soumissionnaire lors de la réunion de négociation, en présentiel ou à distance, est obligatoire. En cas d'absence, l'offre du soumissionnaire est éliminée.

Ces échanges sont formalisés par l'établissement d'un compte rendu rédigé par l'acheteur et soumis pour acceptation au soumissionnaire.

Il invite ensuite les soumissionnaires ayant participé à celles-ci, à remettre une offre finale via la

PLACE dans un délai raisonnable et identique pour tous. Ce délai ainsi que les modalités de réponse sont déterminés dans l'invitation.

L'offre finale doit comporter les mêmes éléments que ceux mentionnés à l'article relatif à l'offre du présent document, mis à jour à l'issue des négociations, et respecter les exigences minimales définies à l'article correspondant du présent RC.

Les offres finales sont examinées dans les mêmes conditions que celles applicables aux offres initiales, telles que mentionnées à l'article correspondant du présent règlement.

Au terme de la négociation, les offres finales demeurées irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

L'offre de l'opérateur économique la mieux classée à l'issue de l'analyse sera retenue par l'acheteur, conformément aux dispositions du présent règlement.